

## "La crédibilité de la Cour pénale internationale ne tient plus qu'à un fil"

Par Brett Wilkins

Mondialisation.ca, 21 octobre 2024

commondreams.org 17 octobre 2024

Région: Moyen-Orient et Afrique du Nord

Thème: Crimes contre l'humanité, Loi et

Justice

Analyses: **LA PALESTINE** 

Le bureau du procureur de la Cour pénale internationale Karim Khan a déclaré jeudi qu'il était "informé des rapports" faisant état de l'assassinat du chef du Hamas Yahya Sinwar par les forces israéliennes à <u>Gaza</u>, ajoutant qu'il retirerait sa requête de mandat d'arrêt pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité liés à l'attaque du 7 octobre 2023 et à l'emprisonnement d'otages, si la mort de Sinwar était confirmée.

"Conformément aux pratiques habituelles, le bureau prendra les mesures qui s'imposent si des informations suffisantes sont reçues pour confirmer sa mort",

a déclaré la division de M. Khan au sujet de M. Sinwar, <u>selon</u> *Associated Press*.

Les autorités israéliennes ont déclaré que l'ADN, les empreintes digitales et les dossiers dentaires confirment la mort de Sinwar.

L'annonce a suscité la frustration de certains critiques internationaux qui regrettent que la CPI tarde à délivrer des mandats d'arrêt à l'encontre du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, plus d'un an après qu'<u>Israël</u> a commencé à bombarder Gaza.

En mai, M. Khan a <u>annoncé</u> qu'il avait officiellement sollicité des mandats d'arrêt contre M. Netanyahu et le ministre de la Défense Yoav Gallant pour leur rôle

"dans les crimes consistant à provoquer l'extermination, la famine comme méthode de guerre, y compris le refus d'acheminer des secours humanitaires, [et] à prendre délibérément pour cible des civils lors d'un conflit".

M. Khan a également déclaré qu'il avait requis des mandats d'arrêt à l'encontre de trois dirigeants du Hamas : Sinwar, Ismail Haniyeh, ancien dirigeant politique, et Mohammed Diab Ibrahim Al-Masri, commandant des Brigades al-Qassam, pour des crimes de guerre présumés, notamment l'extermination, le meurtre, la prise d'otages, le viol, la torture et d'autres violations du droit international.

Haniyeh a été <u>assassiné</u> fin juillet par des agents israéliens à Téhéran, en Iran. Israël <u>affirme</u> avoir également tué Al-Masri, bien que cela n'ait pas été confirmé.

Yahya <u>#Sinwar</u> (Hamas) is reportedly killed in Gaza.

If confirmed, this means Sinwar will never see the inside of the ICC courtroom. Only two potential suspects for whom the ICC Prosecutor applied for arrest warrants 5 months ago are facing that prospect: #Netanyahu and #Gallant. https://t.co/Q76WTQn2AT

Sergey Vasiliev (@sevslv) October 17, 2024

Dans un discours prononcé jeudi soir, M. Netanyahu a <u>affirmé</u> que

"le Hamas ne gouvernera plus Gaza. C'est le début du jour post-Hamas".

"C'est l'occasion pour vous, habitants de Gaza, de vous libérer enfin de sa tyrannie",

a-t-il ajouté dans un appel aux Palestiniens de la bande de Gaza assiégée – dont plus de 150 000 ont été tués ou blessés dans une guerre pour laquelle Israël est <u>jugé pour génocide</u> par la Cour internationale de justice.

Le gouvernement de Netanyahu a permis au Hamas, qu'Israël <u>a soutenu</u> pendant des années dans le but de mettre en échec le pouvoir de l'Autorité nationale palestinienne, de recevoir des milliards de dollars en espèces par l'intermédiaire du Qatar.

Le président américain Joe Biden a <u>déclaré</u>, après l'annonce de l'assassinat de M. Sinwar, que

"c'est un bon jour pour Israël, pour les États-Unis et pour le monde".

M. Biden a affirmé que les États-Unis se sont impliqués dans des opérations visant à retrouver et à tuer M. Sinwar.

"Peu de temps après les massacres du 7 octobre, j'ai demandé aux forces spéciales et aux professionnels du renseignement de travailler main dans la main avec leurs homologues israéliens pour aider à localiser et à suivre Sinwar et d'autres dirigeants du Hamas cachés à Gaza", a déclaré le président américain. "Grâce à la contribution de nos services du renseignement, les [forces israéliennes] ont poursuivi sans relâche les dirigeants du Hamas, les débusquant de leurs cachettes et les forçant à fuir."

La vice-présidente des États-Unis, <u>Kamala Harris</u>, candidate démocrate à l'élection présidentielle, <u>a déclaré</u> lors d'une conférence de presse jeudi

qu'"à tout terroriste qui tue des citoyens américains, qui menace le peuple américain, ou qui menace nos troupes ou nos intérêts, je dis ceci : nous vous traînerons toujours en justice".

"Israël a le droit de se défendre, et la menace que fait peser le Hamas sur Israël doit être éradiquée", a ajouté Mme Harris. "Aujourd'hui, des avancées manifestes ont été réalisées dans ce sens. Le Hamas est décimé et ses dirigeants éliminés".

La CPI étant accusée de faire preuve de lenteur dans la délivrance des mandats d'arrêt visant les dirigeants d'Israël et du Hamas, M. Khan a <u>demandé à</u> la Cour de *"rendre d'urgence ses décisions"* sur les demandes qu'il a déposées en mai.

M. Khan avait quelques raisons d'agir avec prudence, Israël ayant mené pendant près de dix ans une <u>campagne d'intimidation</u> contre l'ancienne procureure de la CPI, Fatou Bensouda, en réponse aux poursuites judiciaires qu'elle avait engagées contre les criminels de guerre israéliens.

Les législateurs américains ont également menacé de sanctionner les fonctionnaires de la CPI qui cherchent à contraindre les dirigeants israéliens à répondre des violations du droit international. En juin, des dizaines de démocrates de la Chambre des représentants se sont joints à leurs collègues républicains pour adopter la loi H .R. 8282 (Illegitimate Court Counteraction Act), qui prévoit des sanctions à l'encontre du personnel de la CPI impliqué dans les tentatives de traduire en justice les responsables israéliens.

If the ICC is not going to issue arrest warrants for the remaining suspects in the #Palestine situation (Netanyahu et al), for fear that there might be a perception of « bias »/imbalance (no Hamas suspects remaining), then I fear for the ICC-project (e.g., SA-exit 2.0)... https://t.co/yWgg0d1YiD

Gerhard Kemp (@GerhardKempICL) October 17, 2024

Dans un <u>article d'opinion</u> publié en début de semaine par *Al Jazeera*, Moncef Khane, ancien fonctionnaire des Nations unies, a écrit que "la crédibilité de la CPI ne tient plus qu'à un fil".

"Il a fallu pas moins de sept mois à la Cour pour recommander à la chambre préliminaire de la Cour la délivrance de mandats d'arrêt à l'encontre de Netanyahu et de Gallant, en dépit d'un nombre assez impressionnant de preuves de leur responsabilité individuelle dans les crimes de guerre perpétrés à Gaza", a-t-il fait remarquer.

"Maintenant qu'elle a accompli son devoir, il appartient aux trois juges en exercice de la Chambre de première instance de décider de délivrer ou non les mandats d'arrêt", a ajouté M. Khane. "La quantité flagrante et considérable de preuves de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, de génocide et de crime d'agression est telle que s'ils esquivent leurs responsabilités, ils signent l'arrêt de mort de la CPI."

**Brett Wilkins** 

Lien vers l'article original en anglais :

https://www.commondreams.org/news/icc-arrest-warrants-israel

Traduction: Spirit of Free Speech

La source originale de cet article est <u>commondreams.org</u> Copyright © <u>Brett Wilkins</u>, <u>commondreams.org</u>, 2024

## Articles Par: Brett Wilkins

**Avis de non-responsabilité**: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site <u>Mondialisation.ca</u> sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de <u>Mondialisation.ca</u> en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: <u>media@globalresearch.ca</u>

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca